



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 12 août 2013
Numéro 398

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Le rapt des deux Turcs fait bouger le dossier d'Aazaz

An Nahar (proche du 14-Mars)

La sécurité de l'aéroport de Beyrouth une nouvelle fois aux mains de la banlieue sud.

La «brigade de la tempête du Nord» ne négociera pas pour les Turcs

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Cent soldats (israéliens) dans l'embuscade de Alma

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

La sécurité perdue, de la banlieue sud à Ersal

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

La fitna cible Ersal une fois de plus

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Kidnapper, assassiner et menacer, au nez et à la barbe de l'Etat

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

L'Irak lance une vaste opération militaire à la frontière à la recherche de terroristes

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Des forces algériennes au mont de «l'eau blanche» pour frapper des jihadistes qui se dirigent de Libye vers la Syrie

L'événement

Embuscade et rapt: La sécurité supplante la politique

Entre la Békaa et Beyrouth, le dossier de la sécurité est revenu sur le devant de la scène, reléguant au second plan les questions politiques relatives à la formation du nouveau gouvernement.

La tension est remontée dimanche entre les clans de la Békaa, à la suite d'une embuscade tendue par les Jaafar et les Amhaz de Laboué contre un convoi transportant des notables de Ersal. Selon les observateurs, cette attaque constitue une riposte au quadruple meurtre, le 16 juin, de quatre jeunes gens, dont deux membres de la famille Jaafar, par des habitants de Ersal et des rebelles syriens.

L'embuscade d'hier a fait un mort et trois blessés, dont le président du conseil municipal de Ersal, Ali Houjeiri, qui se trouvait à bord d'une voiture blindée. Il a été légèrement blessé à la tête.

Le convoi a été attaqué par des hommes armés qui circulaient à bord de quatre voitures. Mohammad Hassan Houjeiri a été tué sur-le-champ. Trois autres personnes ont été blessées. Deux ressortissants syriens qui accompagnaient le convoi ont été enlevés.

Ali Hojeiri a indiqué avoir reçu des appels téléphoniques du Premier ministre démissionnaire, Najib Mikati, et de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, ce qui est assez surprenant dans la mesure où il fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour son rôle présumé dans l'assassinat du capitaine Raymond Bachaalany et du caporal Mohammad Zahraman, en février, à Ersal.

L'armée a fait circuler des patrouilles sur la route de Laboué et à l'entrée de Ersal, pour prévenir toutes représailles.

Cet incident intervient 48 heures après le rapt, à Beyrouth, de deux pilotes turcs. Quatre individus armés circulant à bord de deux voitures ont enlevé le pilote Murat Aktumer et son co-pilote Murat Agca de la Turkish Airlines, qui se trouvaient dans un bus se rendant de l'aéroport de Beyrouth vers un hôtel en ville.

A la suite du rapt, Ankara a décidé de retirer, début septembre, son contingent de 250 hommes, déployé au Sud-Liban au sein de la Finul. Seules les unités opérant dans le cadre de la force navale internationale seront maintenues. La Turquie avait appelé ses ressortissants à quitter le Liban.

Les hommes armés ont enlevé les deux pilotes afin qu'Ankara contraigne les rebelles syriens à relâcher neuf libanais qu'ils détiennent depuis mai 2012. Un groupuscule se faisant appeler "Les pèlerins de l'imam Rida" avait revendiqué l'enlèvement, demandant aux autorités turques la libération des pèlerins contre celle des pilotes.

Un proche des pèlerins libanais, Mohammad Saleh, a été arrêté dimanche après interception d'appels qui prouveraient ses liens avec les ravisseurs des deux pilotes turcs. Le Mouvement Amal et le Hezbollah sont intervenus auprès des familles des otages, les appelant à la retenue et à la patience. Effectivement, cheikh Abbas Zogheib, chargé par le Conseil supérieur chiite de suivre l'affaire des otages en Syrie, devait assurer que les proches des pèlerins n'auront pas recours à l'escalade pour donner du temps aux efforts déployés pour résoudre l'affaire.

Le 19 juillet, les autorités syriennes avaient libéré 43 femmes, dans le cadre des tractations du directeur général de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim. Les noms de ces femmes figuraient sur une liste qui avait été remise par la Turquie aux autorités libanaises et le Liban attendait en échange de cette démarche la libération des neuf pèlerins. Mais d'après une source gouvernementale libanaise, alors que l'accord prévoyait que tous les captifs libanais seraient libérés, pour la fête du Fitr qui marque la fin du mois du ramadan, les ravisseurs sont revenus sur leurs engagements, ne comptant libérer que deux otages libanais contre 134 femmes relâchées par le régime de Damas.

An Nahar

Le président de la Chambre, M. Nabih Berry, a exprimé son inquiétude face à l'attitude libanaise froide et timide vis-à-vis de l'incursion israélienne dans la région de Labbnoué, qui s'est soldée par quatre blessés dans les rangs de la patrouille. M. Berry a déclaré posséder des informations selon lesquelles le nombre de blessés israéliens seraient en réalité de huit et si la patrouille «avait poursuivi son chemin, elle serait tombée sur une autre mine».

Le chef du Législatif estime que la réaction des différentes parties libanaises était en deçà du niveau requis pour une telle agression. Il a indiqué avoir demandé au ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, de présenter rapidement une plainte contre Israël au Conseil de sécurité. Et M. Berry de s'interroger: «Pourquoi n'avons pas entendu des voix condamnant cette agression? Le mur psychologique à l'égard d'Israël est-il tombé? Hier, un berger est mort dans les fermes de Helta dans l'explosion d'une bombe à fragmentation et personne n'a parlé de ce malheureux. Si un tel incident s'était produit du côté de la Syrie, nous aurions eu droit à une vague de réactions et de dénonciations. Beaucoup au Liban font exprès d'oublier Israël afin d'ignorer la Résistance et son rôle dans la défense du Liban face à Israël. Le chef de la Finul, Paolo Serra, était plus Libanais que de nombreux Libanais en commentant l'agression israélienne et en exprimant son refus de l'incursion israélienne au Liban».

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche du 8-Mars

En dépit de la situation actuelle particulièrement critique, le secrétaire général du Hezbollah -qui aura cette semaine deux apparitions télévisées- affiche une grande sérénité. Selon ses rares visiteurs -car sayyed Hassan Nasrallah en reçoit peu ces temps-ci pour se consacrer aux multiples dossiers politiques, médiatiques et militaires qu'il traite en personne-, le chef du Hezbollah estime que la formation qu'il dirige se bat actuellement sur trois fronts: sur la scène interne, en Syrie et contre Israël.

Ces trois fronts sont d'une égale importance à ses yeux, même si la scène qu'il préfère est celle où il affronte l'ennemi israélien. Le dernier incident de Labbnoué (entre Naqoura et Aïta Chaab) -dont tous les secrets n'ont pas encore été livrés -a confirmé d'ailleurs ce que «le sayyed» n'a cessé de dire dans ses discours: à savoir que ceux qui croient qu'en créant des problèmes à la résistance sur la scène interne, ils réussiront à la détourner de son objectif principal qui est de lutter contre Israël, se trompent.

À travers cet incident, le Hezbollah a montré que sa volonté de rester en état d'alerte maximale est justifiée et que «l'aile» qui est consacrée à combattre Israël fonctionne indépendamment des autres. D'ailleurs, selon certaines versions, l'incursion de la patrouille israélienne à l'intérieur du territoire libanais était une sorte de test pour justement vérifier si le Hezbollah est réellement en état d'alerte permanente ou bien si sa participation à la guerre en Syrie et les pressions exercées sur lui sur la scène interne l'ont contraint à relâcher sa vigilance. Cette violation flagrante par Israël des dispositions de la résolution 1701 et de la souveraineté libanaise montre que le Hezbollah a raison de maintenir ses priorités.

Toujours selon ses visiteurs, Nasrallah est convaincu qu'en dépit de l'immense appui international dont il bénéficie, Israël craint plus que jamais la résistance. Depuis la participation du Hezbollah aux combats en Syrie et en particulier à Qousseir, Israël aurait ainsi modifié tous ses plans de défense. La raison en est simple. Jusqu'à présent, dans toutes les confrontations avec Israël - et elles sont suffisamment nombreuses -, le Hezbollah était sur la défensive et se battait sur son propre territoire dans un environnement qui lui est favorable. Mais en Syrie, et en particulier à Qousseir, il s'est transformé en attaquant, montrant de nouvelles capacités militaires qui inquiètent les Israéliens. Ceux-ci sont immédiatement revenus sur des allusions faites par Nasrallah dans ses discours sur la Galilée pour en déduire que le Hezbollah aurait des plans pour tenter de faire une incursion dans cette portion de territoire en cas de nouvelle confrontation. Ils auraient donc modifié leurs plans de défense sur cette base. Ce qui, pour le Hezbollah, est un signe positif.

Un autre signe positif, le Hamas qui cherche à se rapprocher de nouveau du Hezbollah. À l'heure où la tension entre sunnites et chiites ne cesse de monter dans la région, cette démarche recrée l'unité des mouvements de résistance sunnites et chiites.

Certes, le secrétaire général du Hezbollah ne minimise pas la campagne dirigée contre sa formation. Mais il considère que c'est le prix à payer. À ceux qui critiquent l'intervention en Syrie, le Hezbollah demande ce qui se serait passé si elle n'avait pas eu lieu: l'opposition syrienne aurait continué à bombarder le Hermel et ses environs, puis Baalbeck et ses environs, élargissant chaque fois un peu plus le périmètre de ses agressions, d'abord pour faire le lien entre Ersal et le nord du Liban assurant ainsi une large zone tampon à l'opposition syrienne, ensuite pour pousser la population chiite à se rebeller et à se lancer dans une riposte contre les opposants sunnites, plongeant ainsi le pays non seulement dans le prolongement de la guerre syrienne, mais aussi dans la discorde confessionnelle.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

«Le gouvernement n'a pas prêté attention aux mises en garde répétées que nous avons lancées lorsque les réfugiés syriens ont commencé à affluer. Nous présenterons des idées afin de régler le problème des réfugiés. Nous verrons si ces idées seront adoptées par les ministères en charge de la sécurité ainsi que par le ministère des Affaires sociales, le but étant d'amorcer une solution. J'ai discuté personnellement avec le ministre syrien de la Réconciliation nationale, Ali Haïdar, lorsqu'il m'a rendu visite à Rabieh. Il m'a dit que les autorités syriennes sont disposées à examiner avec le gouvernement libanais tout projet visant à faire retourner les Syriens dans leurs régions, en accordant une amnistie à ceux qui ont été impliqués dans les combats. Je pense que cela peut aider dans une large mesure.

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

«Le Hezbollah représente un mini-État dans l'État. Ce mini-État contribue à entraver l'édification de l'État véritable, voire il s'emploie à paralyser l'État véritable. L'objectif du Hezbollah est d'empêcher la formation d'un gouvernement et de saboter l'élection présidentielle. La participation du Hezbollah à la guerre syrienne a entraîné le Liban dans la tourmente des combats.

Michel Moussa, député du bloc de Nabih Berry

«La situation tendue du Liban nécessite la formation d'un gouvernement d'union nationale regroupant tous les partis politiques. Le Hezbollah a le droit de participer au gouvernement.

Paolo Serra dénonce Israël

Le commandant en chef de la Finul, le général Paolo Serra, a affirmé qu'il est clair que des soldats israéliens se sont introduits en territoire libanais, «violant ainsi la ligne bleue et les dispositions de la résolution 1701. Nous avons d'ailleurs adressé une vive protestation à l'armée israélienne, tout en lui demandant de coopérer totalement avec les enquêteurs de la Finul», a déclaré le général Serra. Il a encore ajouté qu'en raison du sérieux de cet incident, une coopération de toutes les parties concernées est requise pour que l'enquête de la Finul puisse aboutir. Le général Serra a révélé qu'une équipe de la Finul s'est rendue sur les lieux et coordonne son action avec le commandement de l'armée pour déterminer tous les détails de l'affaire. Une fois l'enquête terminée, elle sera soumise aux parties concernées au cours de la réunion tripartite qui devrait se tenir dans le courant du mois. «Notre souci est de définir la nature exacte de la violation de la résolution 1701 qui a eu lieu et d'éviter que de tels incidents se répètent, pour que la tension ne monte pas», a conclu le général Serra.

Pas d'évacuation des Libanais de Turquie

Le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, a démenti les rumeurs faisant état d'un appel de l'ambassade du Liban à Ankara à l'adresse des ressortissants libanais les pressant de quitter la Turquie. "Cette information, qui est dénuée de tout fondement, a semé la panique parmi les Libanais se trouvant dans ce pays", a affirmé le ministre. Pour sa part, le directeur de la Middle East Airlines (MEA) a démenti les informations de presse faisant état de l'envoi d'un avion de la compagnie à Ankara pour évacuer les ressortissants libanais en Turquie, par peur de représailles à la suite de l'enlèvement de deux pilotes turcs vendredi dernier à Beyrouth.

Los Angeles Times (Quotidien américain) Doyle McManus, spécialiste du monde arabe

Le «printemps arabe» peut ne pas avoir réussi à apporter la démocratie au Moyen-Orient, mais il a fourni des preuves convaincantes d'un autre phénomène: l'illusion de l'influence américaine sur les gouvernements qui étaient autrefois considéré comme nos clients.

Prenez l'Égypte. Avant 2011, les administrations Bush et Obama ont essayé de pousser l'autocrate Hosni Moubarak vers la démocratie; Moubarak a ignoré le conseil. L'année dernière, l'administration Obama a plaidé (doucement) auprès du Frère musulman Mohammad Morsi, de faire preuve d'une plus grande ouverture; Morsi a ignoré le conseil. Maintenant, les forces armées égyptiennes ont pris le pouvoir et les États-Unis supplient le général Abdel Fattah Sissi afin qu'il s'abstienne de trop sévir. Respectera-t-il cet appel? C'est peu probable. Qu'est-il arrivé à notre influence en tant que superpuissance?

Si les États-Unis pouvaient s'attendre à avoir une influence sur toute institution dans le monde arabe, c'était bien sur le gouvernement égyptien, qui reçoit 1,6 milliard de dollars par an d'aide américaine.

Mais deux facteurs ont diminué l'effet de levier que les États-Unis avaient gagné en distribuant l'aide étrangère: moins d'argent et plus de concurrence.

Tout d'abord, les 1,6 milliard de dollars n'achètent plus ce qu'ils pouvaient acheter par le passé. Inflation oblige, les 1,6 milliard, valent, cette année, le tiers de ce qu'ils valaient en 1986.

Par ailleurs, l'influence étrangère dans les pays en difficulté est une épée à double tranchant. L'administration Obama a réussi à s'aliéner les deux parties dans la bataille politique en Égypte. Les Frères musulmans pensent que les États-Unis ont comploté pour miner leur pouvoir. L'armée et ses partisans laïques disent que les États-Unis sont trop sévères à l'égard de Sissi. Toutes les parties, y compris Sissi, se présentent comme des nationalistes; paraître comme s'inclinant devant les souhaits des États-Unis ne va pas aider le général à maintenir sa grande popularité.

"Si vous êtes un dirigeant égyptien, l'une de vos meilleures stratégies politiques en ce moment est de s'en prendre à Washington", déclare Steven A. Cook, un expert de l'Égypte au Council des Relations extérieures. Et c'est précisément ce que Sissi fait. "Vous avez tourné le dos à l'Égypte, et ils ne peuvent oublier cela", a-t-il déclaré au Washington Post la semaine dernière. "Évoquer l'aide et l'assistance américaine porte préjudice à notre fierté et notre dignité... mais si les Américains veulent réduire l'aide, ils peuvent le faire."

Cela ne signifie pas que les États-Unis n'ont aucune influence sur les événements dans le monde arabe. Cela signifie simplement que nous avons moins d'emprise que l'on imagine.

Der Spiegel (Hebdomadaire allemand)

Selon des documents fournis par Edward Snowden, la Russie, la Chine et l'Iran figurent parmi les cibles prioritaires de surveillance du service américain de renseignements NSA.

La NSA a établi une échelle allant de 1 ("plus haut intérêt") à 5 ("faible intérêt"). Quant à la priorité 1, elle est attribuée à la Russie, à la Chine, à l'Iran, ainsi qu'à l'Afghanistan et au Pakistan.

Pour sa part, l'Allemagne se retrouve au même niveau que la France et le Japon, mais devant l'Italie et l'Espagne. Priorité est donnée aux questions de politique étrangère de Berlin, de stabilité économique et de risques financiers, qui sont classés priorité 3.

La politique étrangère de l'Union européenne, son commerce international et sa stabilité économique sont également dotés de la priorité 3. Dans le même temps, les questions liées aux nouvelles technologies, à la sécurité énergétique et à l'alimentation n'entrent pas dans les priorités des Américains (priorité 5).

Or, la Grande-Bretagne, la Nouvelle Zélande, l'Australie et le Canada ne sont pas espionnés par les services spéciaux US. D'après les documents présentés par Snowden, Washington considère ces États comme des "vrais amis" des États-Unis.